

LA FRANCE ET L'AMÉRIQUE LATINE AUX NATIONS UNIES

OPALC Working Paper n°9, février 2019

Inès BOUTKHILI
Luis Ernesto MARTINEZ
Veronika URBANOVA**Introduction**

En décidant d'étudier la France et l'Amérique latine aux Nations Unies nous nous sommes essentiellement intéressés à analyser s'il est possible de parler d'une convergence entre la France et l'Amérique latine lors des votes de résolutions à l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour ainsi réfléchir sur la possibilité de, au cas où la convergence existe, qu'il s'agisse d'une stratégie voulue par les deux parties. Par ailleurs, nous pensons également que c'était un bon moyen de réfléchir à s'il y avait une identité latino-américaine aux Nations Unies.

Notre cours portant sur la politique étrangère française en Amérique latine, il nous semblait évident d'étudier l'existence d'une éventuelle forme d'influence exercée par la France sur l'Amérique latine aux Nations Unies, c'est-à-dire réfléchir si une quelconque convergence dans leurs votes serait la matérialisation d'une influence exercée par la France. Toutefois, en commençant nos recherches, nous nous sommes rapidement rendus compte que le sujet n'était pas évident car il était difficile d'étudier une éventuelle convergence entre la France et l'Amérique latine aux Nations Unies sans étudier un sujet en particulier parmi tous ceux qui sont traités à l'Assemblée Générale des Nations Unies. C'est dans ce sens que nous avons choisi de nous concentrer justement sur le vote de résolutions concernant Israël. Le cas d'Israël est, en effet, pour nous, un choix intéressant car c'est un sujet très présent aux Nations Unies, qui revient régulièrement dans les débats de l'Assemblée Générale, et surtout un sujet clivant car polémique sur la scène internationale. Néanmoins, là-encore nous avons dû faire face à une difficulté. Il était difficile d'étudier l'influence de la France sur l'Amérique latine sans un « comparant », un objet auquel nous pouvons rapprocher notre « comparé », à savoir l'influence de la France sur l'Amérique latine. C'est pour cela que nous avons choisi de réaliser une telle démarche à partir des Etats-Unis. Le choix des Etats-Unis était assez évident puisque c'est un pays qui est connu pour son positionnement en faveur d'Israël et qui n'a pas hésité à le montrer aux Nations Unies ayant fait recours, d'après Bertrand Badie, au droit de veto dont il dispose au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies à 40 reprises, sur un total de 250 usages, pour défendre l'Israël.

Tout de même, nous savons que les Etats-Unis ont une grande influence sur l'Amérique latine. Ils pourraient donc se servir de leurs relations avec l'Amérique latine pour l'influencer sur la question israélienne. Or, de manière contre intuitive et paradoxale, nous avons vite constaté qu'il y avait plus de similitudes entre la politique française et les politiques des pays d'Amérique latine dans leur positionnement face à Israël illustrée par une convergence de vote plus importante que celle enregistrée entre les pays latino-américains et les Etats Unis.

Ce paradoxe nous a alors conduit à nous poser la question si un tel constat pourrait être expliqué par une forme d'influence française exercée sur les pays de la région d'Amérique latine, si à partir d'une analyse de la convergence des votes entre la France et l'Amérique latine à l'Assemblée générale des Nations Unies sur les questions portant sur Israël, pouvons-nous vérifier qu'il existe une influence de la France sur l'Amérique latine?

Il est nécessaire de préciser que nous avons décidé d'étudier le sujet de l'État d'Israël d'une manière plus générale, c'est-à-dire que nous ne nous sommes pas uniquement limités à observer les résolutions portant sur la création de l'Etat d'Israël ou même sur le conflit israélo-palestinien et que, de cette manière, nous avons aussi étudié d'autres sujets (relatifs toujours à l'Israël) comme peuvent être la possession de l'arme nucléaire ou encore les relations d'Israël avec les autres pays du Moyen-Orient.

Nous allons ainsi, dans un premier temps, présenter les différentes sources (articles, sites, vidéos) qui nous ont permis d'acquérir des connaissances sur le sujet et nous former les hypothèses qui ont orienté notre analyse ; pour ensuite, à l'aide de la base de données portante sur les résolutions et votes aux Nations Unies, essayer de confirmer ou non ces hypothèses et répondre à notre problématique. Le bilan de notre travail de recherche est finalement présenté dans une brève conclusion.

En commençant nos recherches, nous avons d'abord trouvé un article de Mediapart intitulé « Israël : La création par l'ONU ». Avant d'exposer les grandes idées de cet article, il est utile de préciser que Médiapart est un site d'actualité connu pour des opinions politiques plutôt marquées. Par exemple, dans cet article, l'ONU est très clairement critiquée. Dans nos recherches, nous avons essayé de varier les sources et de garder une certaine neutralité.

Cet article nous parle donc de la création de l'État d'Israël par l'ONU. En effet, le 29 novembre 1947, un plan de partage de la Palestine est approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, proposant justement de partager le territoire en question entre deux États, l'un juif et l'autre arabe, et garder finalement Jérusalem sous contrôle international. Les pays arabes ont refusé ce plan, ce qui a conduit par la suite à une guerre israélo-arabe. Lorsque le texte a été voté pour la première fois au sein de l'ONU, en septembre 1947, 25 voix étaient pour le partage, 13 voix contre et 19 États se sont abstenus. La résolution devait obtenir 2/3 des voix pour être acceptée mais l'article nous apprend que cela n'a pas été le cas. Les Etats-Unis, qui n'étaient pas d'accord avec le résultat, auraient « fait pression » sur des États assez faibles pour les obliger à accepter la résolution. Lors du deuxième vote de la résolution, il ne manquait plus qu'une voix pour que la résolution soit acceptée. Le président américain aurait donc menacé la France, cette fois-ci, pour que celle-ci accepte la résolution. C'est ainsi que lors du troisième vote, la résolution est acceptée. Comme nous le savons, cette résolution va avoir de nombreuses conséquences et va notamment générer d'importants conflits au Moyen-Orient.

Pour des questions d'intelligibilité nous avons décidé maintenant de présenter nos recherches sous trois parties. Ainsi, nous parlerons dans un premier temps des relations entre Israël et l'Amérique latine. Dans un second temps, nous présenterons les relations qu'entretient Israël avec la France. Et enfin, nous évoquerons les relations entre Israël et les Etats-Unis.

Relations Israël / Amérique latine

Le premier article que nous avons recueilli est un extrait du livre de Cecilia Baeza, *La diaspora palestinienne et les politiques latino-américaines vis-à-vis du conflit israélo-palestinien*. L'auteur nous apprend qu'il y a une forte présence palestinienne en Amérique latine et que celle-ci n'est pas sans conséquence. L'Amérique compterait entre 600 000 à un million de personnes d'origine palestinienne, le Chili abritant la diaspora la plus importante.

Depuis la fin du XIXème siècle, l'Amérique latine est une terre d'accueil pour les Palestiniens en raison des nombreuses guerres et crises économiques. Dans le cadre d'un programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Brésil et le Chili ont accueilli une centaine de réfugiés palestiniens en 2007 et 2008. Les descendants de Palestiniens ont réussi à intégrer les rangs des classes moyennes, supérieures et même les plus hauts niveaux de l'État. Certains ont même réussi à faire de grandes carrières politiques. L'extrait nous donne l'exemple de Carlos Flores

Facussé, président du Honduras de 1998 à 2002 ou encore plus récemment, Yehude Simon, premier ministre du Pérou de 2008 à 2009.

L'extrait parle également des nombreuses organisations palestiniennes qui peuvent s'avérer être très influentes notamment grâce à leurs réseaux politiques. Cecilia Baeza parle même de « lobbying » notamment au Chili où la diaspora est représentée par les élites politiques et économiques et où le mouvement pro-palestinien a su convaincre les législateurs grâce à un groupe interparlementaire Chili-Palestine.

Ainsi, l'Amérique latine est désormais l'une des régions du monde les plus actives en faveur de la cause palestinienne. L'une des causes du durcissement des positions latino-américaines vis-à-vis d'Israël est l'opération israélienne « Plomb durci » dans la bande de Gaza en 2008-2009. En juillet et août 2014, les incursions militaires israéliennes dans les territoires occupés ont même conduit certains gouvernements à rappeler leur ambassadeur.

Toutefois, l'auteur conclut qu'au-delà de la forte présence palestinienne en Amérique qui explique son positionnement en faveur de la Palestine, il y a une variable encore plus déterminante qui est de nature idéologique. En effet, elle fait un lien entre les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, conçue par Hugo Chávez, et les pays qui s'opposent à Israël et y voit une corrélation.

Le second document est une courte présentation des relations entre Israël et l'Amérique latine publiée sur le site des affaires étrangères israélien qui nous permet d'avoir une vision générale (« Israël parmi les nations : Amérique latine »). L'article revient rapidement sur les grandes phases qui ont rythmées les relations entre les deux. Tout d'abord, il nous apprend que lors du vote sur l'établissement de l'État juif en 1947, 13 des 20 pays d'Amérique latine membres de l'ONU se prononcèrent en faveur de ce partage. Au cours des années 50 et 60, les relations avec les pays de la région ont été renforcées grâce, en grande partie, à des programmes de coopération internationale prévoyant le partage de l'expérience israélienne dans divers domaines. Ensuite, dans les années 60 et 70, il y a eu un déclin du soutien à Israël en particulier aux Nations Unies. Enfin, actuellement, Israël entretient des relations diplomatiques avec presque tous les pays d'Amérique latine mais aussi des relations commerciales grâce notamment à des accords de libre-échange.

Notre troisième référence est un article du *Monde Diplomatique* (Le rôle d'Israël en Amérique centrale) écrit en 1984. Le journaliste canadien Jacques Lemieux, nous dresse un portrait précis des relations entre Israël et l'Amérique centrale et non latine cette fois. Il commence son article par un fait d'actualité (de 1984). Le Washington avait révélé, à l'époque, que la CIA avait demandé à Israël « d'appuyer clandestinement les 'contras' nicaraguayens ». Les « contras » étaient des groupes armés en guerre contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua.

La présence d'Israël en Amérique centrale n'est pas nouvelle puisqu'elle remonte à 1948. L'un des trois commissaires de l'ONU ayant supervisé la création de l'Etat d'Israël était guatémaltèque. Dans les années 70, la présence d'Israël dans la région s'est intensifiée. En 1975, Israël a profité de l'interdiction par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis d'envoi d'armes au Guatemala, pour livrer des avions et autres armes. Israël a fourni au Guatemala tout son armement jusqu'en 1981. Cependant, leurs relations ne sont pas uniquement de nature militaire. Israël a également fait de la promotion auprès des communautés juives de plusieurs villes américaines pour les inciter à visiter le Guatemala. En échange, le Guatemala a diffusé régulièrement des émissions de radio sur « la réalité israélienne », rapporte l'article. Or, le Guatemala n'a pas été le seul pays de la région qui ait reçu des armes d'Israël. Le pays du Moyen-Orient entretenait aussi des relations militaires avec le Salvador « dont 80% des importations d'armes entre 1972 et 1980 provenaient d'Israël ». De plus, de nombreux conseillers militaires israéliens travaillent au Salvador. Par ailleurs, nous apprenons, assez étonnamment, que le Salvador a déménagé son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, en allant à l'encontre des décisions de l'ONU. Suite à cela, Israël a décidé d'ouvrir à nouveau son ambassade au Salvador. Le Costa-Rica avait également transféré son ambassade à Jérusalem.

Pour finir, l'article affirme que les Etats-Unis ont « encouragé les activités d'Israël en Amérique centrale ».

Un quatrième article provenant du site de la chaîne d'information française France 24 vient compléter nos recherches. Intitulé « Dans le sillage de Trump, une partie de l'Amérique latine se tourne

vers Israël”, cet article prend comme point de départ la décision de Donald Trump de déplacer son ambassade à Jérusalem. Une décision qui a été suivie par plusieurs pays d’Amérique latine. Entre intérêts américains, croyances religieuses et liens bilatéraux, le Guatemala et Israël entretiennent de bonnes relations. Le Guatemala a été le deuxième pays à reconnaître l’Etat, juste après les Etats-Unis. De surcroît, il a joué un rôle important dans sa création car il a été l’un des onze membres de la Commission spéciale des Nations Unies sur la Palestine (UNSCOP).

L’article revient sur le début des années 2000. A cette période, l’Amérique latine était en majorité dirigée par la gauche et était donc plutôt pro-Palestine. Mais depuis quelques années, le centre droit et la droite ont pris le pouvoir dans plusieurs Etats de la région et ces gouvernements sont plus favorables à Israël. L’auteur trouve deux raisons principales au soutien d’Israël par l’Amérique latine. Tout d’abord, l’influence américaine, puis, les chrétiens évangéliques, très influents sur le continent, qui pour des raisons religieuses soutiennent Israël.

Le cinquième article relatif à cette première partie revient sur la visite de Benjamin Nétanyahou, Premier ministre israélien, en Amérique latine en 2017. C’était la première visite officielle d’un Premier ministre israélien dans la région. Bien entendu, cette visite n’était pas anodine. Le but étant “d’empêcher la majorité anti-israélienne aux Nations Unies” et de lutter contre l’influence de l’Iran qui prend de plus en plus d’ampleur sur la scène internationale. L’auteur revient également sur l’histoire des relations entre Israël et l’Amérique latine. Ce que nous apprenons est que l’Amérique latine a été très importante pour Israël en raison de ses ressources pétrolières.

Relations Israël / France

Pour cette seconde partie, nous avons d’abord étudié une interview dans laquelle le journaliste Vincent Nouzille présente son livre : *Histoires secrètes France Israël 1948-2018*. En se basant sur des documents officiels qui proviennent d’archives françaises, américaines et quelques archives israéliennes, il a retracé les relations de chaque président français avec chaque premier ministre israélien.

Après la création d’Israël, la France, sûrement dans un sentiment de culpabilité suite à l’holocauste de la Seconde guerre mondiale et le régime de Vichy, tente d’accompagner Israël. Leurs relations deviennent ensuite plus militaires avec un ennemi commun : l’Egypte.

Ayant noué une alliance politique et militaire, les deux Etats s’allient pour obtenir l’arme nucléaire. Mais Charles de Gaulle arrive au pouvoir en 1958 et même s’il veut bien la bombe, il ne souhaite pas équiper les autres et craint une course aux armements. Il arrête ainsi cette coopération. De Gaulle souhaite aussi rééquilibrer sa politique étrangère et renouer avec les pays arabes. Cette rupture pousse les Israéliens à se tourner vers ceux qui vont devenir leur principal allié, les Etats-Unis.

Durant les mandats de Georges Pompidou et Valéry Giscard d’Estaing, la position de la France est plutôt pro-arabe mais elle continue tout de même d’échanger avec Israël.

Avec Mitterrand, les relations se réchauffent et il tente de réconcilier la France et Israël. Toutefois, avec Jacques Chirac, les relations vont être très tendues notamment lors de sa visite à Jérusalem en 1996. A l’inverse, Nicolas Sarkozy a lui essayé de cultiver de bonnes relations avec son homologue israélien. Macron tente lui aussi d’établir un lien, un peu perdu, avec Israël. En juillet, 2017, il a d’ailleurs invité Netanyahu pour la commémoration de la rafle du Vel d’Hiv.

Ensuite, le site de France Diplomatie nous a permis de compléter nos recherches avec une présentation rapide des « 9 clés pour comprendre la position de la France ».

Nous y apprenons que la France est “l’amie d’Israël et de la Palestine” et que, par conséquent, elle défend le droit d’Israël à exister mais elle soutient aussi la création d’un Etat palestinien. Ensuite, la France “se tient du côté du droit international” et appelle donc au respect des résolutions prises par les Nations Unies. D’autre part, la France est “engagée en faveur de la stabilité” et condamne alors la violence. Concernant les solutions, la France propose la création d’un Etat palestinien. Elle l’accompagne d’ailleurs dans la voie de l’établissement de cet Etat palestinien. La France souhaite que la ville Sainte soit la capitale des deux Etats. Par ailleurs, la France fournit une aide humanitaire aux Palestiniens notamment pour l’accès à l’eau. Enfin, la France est prête à s’investir dans la relance d’un processus politique et à aider dans les négociations.

Relations Israël / Etats-Unis

Dans cette dernière partie, nous parlerons des relations entre Israël et les Etats-Unis même si dans notre première partie, nous avons déjà pu constater que les Etats-Unis étaient un grand allié d'Israël et que les deux Etats n'hésitaient pas à se servir de leur bonne entente pour s'imposer en Amérique latine.

Le premier document que nous avons utilisé est un extrait du livre de Dennis Prager, *Pourquoi l'Amérique soutient Israël*, retrouvé sur le Cairn.

Dans cet extrait, l'auteur réfute cette théorie du « lobby pro-Israélien » qui expliquerait le soutien des Etats-Unis à Israël. Nous y apprenons que les « pro-palestiniens » américains expliquent le soutien des Etats-Unis en faveur d'Israël par un lobby. L'auteur précise que par ce « lobby pro-Israélien » ce qui est sous entendu est que les juifs américains ont une forte influence qu'ils tentent d'exercer. Selon lui, cette explication est complètement fautive pour plusieurs raisons. D'une part, les « juifs américains » ne représentent qu'un « infime pourcentage de la population » et d'autre part, il ajoute qu'il ne faut pas oublier les chrétiens et plus particulièrement les évangélistes qui sont en faveur des juifs. C'est d'ailleurs pour cela que Georges W. Bush, chrétien pratiquant, soutenait largement Israël.

Comme second document, nous avons trouvé un article datant de 2010 qui retrace bien les relations entre les deux Etats intitulé : « Histoire des relations israélo-américaines ».

Comme nous avons pu le voir précédemment, les Etats-Unis ont soutenu la création de l'Etat juif en 1947 et n'ont d'ailleurs pas tardé à le reconnaître (1948). Au début, les Etats-Unis aident assez peu Israël car ils avaient de bonnes relations avec les Etats arabes. Il y a un tournant dans la politique étrangère américaine en Israël avec l'arrivée au pouvoir du Président Kennedy qui veut aider Israël. C'est d'ailleurs ce qu'il fera en apportant des aides militaires mais aussi et surtout économiques (plusieurs millions de dollars selon l'extrait) notamment suite à la guerre des six jours.

Le contexte de Guerre Froide joue un rôle puisque les Etats-Unis soutiennent Israël pour faire contrepoids à l'aide soviétique apportée à l'Egypte et à la Syrie, en particulier lors de la guerre du Kippour.

Sous la présidence de Georges Bush, Israël décide de poursuivre la colonisation dans les Territoires occupés. Son fils, Georges W. Bush sera lui aussi en faveur d'Israël et sous son mandat les discussions autour du processus de paix et de la question de la création d'un Etat palestinien s'avèrent peu fructueuses.

Dès son élection, Barack Obama a clairement montré son positionnement en faveur de la reprise des négociations de paix et sur le gel de la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens.

Le dernier article qui nous a aidé dans nos recherches est extrait de *Le Monde*. Il relate un fait d'actualité récent (« Trump reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël, une décision historique et unilatérale ») qui en dit long sur les relations actuelles entre les Etats-Unis et Israël.

En 2017, Donald Trump a décidé de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Sa décision n'a pas été sans conséquence. En agissant ainsi, le 45ème président des Etats-Unis empêche des négociations de paix et suscite la colère des Palestiniens. A l'inverse, Netanyahu a lui salué un jour « historique » et demande aux autres Etats d'en faire autant en transférant leurs ambassades de Tel-Aviv à Jérusalem. La communauté internationale a elle aussi réagi. Emmanuel Macron trouve cette décision « regrettable » tout comme le gouvernement allemand qui n'approuve pas cette position.

L'article nous apprend que suite à ces événements, le Conseil de sécurité de l'ONU a dû se réunir en urgence sur la demande de huit pays qui le forment dont la France et la Bolivie.

Pour notre travail d'analyse, nous nous sommes essentiellement appuyés sur une base de données recueillie par une équipe de chercheurs sous la direction du professeur de l'Université de Georgetown, Erik Voeten, qu'ils ont nommée « *United Nations General Assembly Voting Data* » et qui est

accessible sur les ressources de l'Université d'Harvard. Cette base de données contient l'ensemble des résultats des votes, dits de « *roll-call* » (c'est-à-dire vote par appel nominal), portant sur des résolutions proposées à l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la période comptant entre 1946 et 2017.

Afin de pouvoir réaliser notre recherche, nous avons dû manipuler cette base de données, pour éliminer les résolutions et les pays qui ne concernaient pas notre sujet. Nous avons utilisé pour cela le programme informatique Microsoft Office Excel, et notamment sa fonction de filtrage de données.

En effet, nous avons filtré toutes les résolutions disponibles de façon à ne garder que celles relatives à l'État d'Israël. Pour ainsi faire, la base de données élaborée par l'équipe du professeur Voeten propose pour chaque résolution enregistrée une description « longue » du contenu sur quoi elle porte (*Description*), et puis aussi une description courte (*Short Description*) qui n'est en fait autre chose qu'une forme de titrage du sujet sur lequel porte la résolution. Ainsi, de façon à ne garder que les résolutions dont on avait besoin, nous avons décidé de passer pour les deux colonnes (*Description* et *Short Description*) un filtre qui ferait qu'on garde que les résolutions contenant dans leur description le mot « Israël ». Il a été important de le faire pour les deux colonnes parce que quelquefois notre mot clé (« Israël ») n'apparaissait que sur une des deux colonnes, ce qui, d'avoir fait autrement, aurait provoqué que le nombre de résolutions soit finalement restreint et que l'on ne tient pas compte de la totalité des résolutions portant sur notre sujet. Dans ce sens, nous avons finalement obtenu 505 résolutions allant de 1949 jusqu'à 2017. Mais, lié à des difficultés rencontrées pour ouvrir la totalité de la base de données avec tous les votes nominaux de chaque pays membre des Nations Unies, nous avons dû garder les résolutions jusqu'à 2014. De sorte que nous avons finalement traité 490 résolutions portant sur différents sujets concernant l'Israël.

Ainsi, le filtrage fait, nous avons ensuite comparé les votes de chaque pays latino-américain avec la France, grâce à la fonction « IF » ($=IF(\text{logical_test}, [\text{value_if_true}], [\text{value_if_false}])$) du programme Excel. Où :

- *Logical test* : est la condition que l'on va chercher vérifier en comparant deux valeurs, une par rapport à l'autre – pour nous l'égalité du vote de la France et les différents pays latino-américains pour chaque résolution – c'est-à-dire, le vote du pays d'Amérique latine et le même que celui de la France.
- *Value_if_true* : c'est la valeur que la fonction « IF » va envoyer si la condition a bien été vérifiée - pour nous : 1 (au cas où le vote du pays d'Amérique latine serait égal au vote du pays de la France, la fonction donne comme résultat « 1 »).
- *Value_if_false* : : c'est la valeur que la fonction « IF » va envoyer si la condition n'a pas été vérifiée - pour nous : 0 (au cas où le vote du pays d'Amérique latine serait différent au vote de la France, la fonction donne comme résultat « 0 »).

Après, nous avons additionné tous les résultats, trouvant ainsi le nombre des votes qui ont convergé pour les deux parties que nous avons ensuite divisé par le nombre total de résolutions. Nous trouvons de cette manière un résultat compris entre 0 et 1, que nous avons compris comme étant la convergence de vote entre le(s) pays latino-américain(s), et que nous avons ensuite converti en pourcentage. Finalement, on a classé les pays d'Amérique latine en fonction de cette convergence. Le même processus a été appliqué pour faire comparaison avec les États-Unis

Quant aux votes des pays d'Amérique latine, nous avons examiné les votes de 23 pays d'Amérique centrale et d'Amérique du sud, dont l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Cuba, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, la Guyane, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panamá, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

Et puis, nous avons réparti les 490 résolutions sur lesquelles nous avons travaillé sur six thématiques particulières concernant toujours l'Israël, à savoir la non-prolifération des armes nucléaires, le statut de Jérusalem, les territoires occupés par Israël sauf Palestine (tel que Syrie, Liban, Egypte), les réfugiés, les Droits Humaines, et la Palestine intégralement. Encore une fois, nous avons comparé chaque pays avec la France et avec les États-Unis en répétant la même démarche.

Toutes ces sources ont parmi d'acquérir des connaissances sur le sujet et nous avons ainsi formulé certaines hypothèses. Comme déjà mentionné, notre plus grande prénotion qui a été, comme déjà embauché, que les pays d'Amérique latine seront influencés surtout par les États - Unis et vont voter comme ceux-ci.

D'autre part, concernant le positionnement de la France vis-à-vis de l'Amérique latine, celle-ci est souvent l'un des pays qui proposent une réforme au Conseil de sécurité qui inclurait un élargissement du nombre de pays membres permanent du Conseil. Elle présente même son vœu d'inclure même des pays latino-américains et notamment accepter le Brésil comme un membre permanent du Conseil. On pourrait donc supposer, que la France et le Brésil, ainsi que autres puissances sur le continent latino-américain tel que Chili ou Argentine, vont avoir une convergence plus importante parmi les pays de la région avec la France, (si il y a de convergence) grâce à ce support diplomatique qui semblent d'avoir les mêmes cibles diplomatiques.

De la même manière, on s'est également fixé comme objectif, observer la convergence de France avec les pays qui ont au niveau diplomatique une relation importante avec la France, c'est-à-dire surtout les pays, qui été les plus visités par des chefs d'Etat français come Mexique, Colombie, Argentine. On suppose que dans ces pays, les efforts diplomatiques peuvent être les plus accentuées et elles peuvent ainsi se concentrer sur un vaste spectre des thèmes, qui comprend le thème d'Israël.

D'autre part, on supposait que si la France cherchait à influencer les pays, elle pourrait "passer" par les pays avec lequel elle est particulièrement reliée, comme le Haïti, qui a en commun avec la France le plus des tous les pays latino-américains - tel que l'histoire et la langue.

Ainsi, en regardant nos données, une chose devient très vite évidente. Alors que l'on aurait tendance à penser que la convergence de vote à l'Assemblée Générale des Nations Unies entre les pays de l'Amérique latine et les États Unis serait très importante, la région latino-américaine ayant été historiquement considérée comme l'arrière-cour" de son voisin du Nord, de sorte que serait mise en évidence la matérialisation de l'importante influence des derniers sur les premiers, les données que nous avons étudié portant sur des questions relatives à l'État d'Israël semblent montrer une toute autre chose, nous conduisant à nuancer et même déconstruire cette première hypothèse. En effet, on constaterait que la convergence de vote entre les pays étudiés de la région et les États-Unis serait pratiquement marginale. Le vote du Costa Rica dans le cadre de l'Assemblée Générale sur des résolutions relatives à l'État d'Israël, vote qui enregistre la convergence la plus importante avec celui des États Unis, ne s'élève, en fait, qu'à un 15,71% des résolutions qui font l'objet de notre analyse. Les pays latino-américains auraient ainsi plutôt tendance à voter de manière différente aux États-Unis sur ce sujet à l'Assemblée générale (vrai à un 90,63% des résolutions votées aux Nations Unis et qui ont été considérées dans notre étude). Une telle convergence de vote (plutôt divergence) entre ces deux parties ne serait donc pas représentative de la forte influence états-unienne sur ses voisins du Sud, souvent relevée dans le milieu académique, diplomatique et politique, et ferait d'ailleurs manifeste un véritable manque d'influence états-unien sur l'Amérique latine, au moins sur le cadre de notre sujet.

Un tel constat devient d'autant plus étonnant lorsque l'on observe les résultats sur la convergence de vote entre la France et les pays de l'Amérique latine sur les mêmes résolutions. En effet, on constate dans ce cas, contrairement aux résultats présentés précédemment, une convergence assez considérable entre les deux parties qui, selon nos données, s'élèverait en moyenne au 54,76% des 490 résolutions, autrement dit les pays latino-américains auraient plutôt tendance à voter comme la France, à l'exception de pays comme El Salvador, le Belize, le Panamá et la République Dominicaine qui semblaient voter le plus souvent de manière différente à la France (le taux de convergence de vote

République Dominicaine-France enregistrée par nos données étant égal à 45,92%). Ceci nous suggérerait que si d'influence française sur la région latino-américaine sur le vote de résolutions sur la question israélienne y en existe, elle est plus importante que celle exercée par les États-Unis. Mais, est-ce-qu'à partir d'un tel constat nous pouvons vraiment dire qu'il existe une volonté de la France à vouloir influencer l'Amérique latine dans son vote portant sur des résolutions relatives à l'État d'Israël ? Pour avoir une idée plus claire sur une telle question, il a été nécessaire d'analyser la convergence de vote avec la France au cas par cas, c'est à dire pour chacun de pays latino-américains séparément.

Dans ce sens, le cas de l'Haïti, est un cas particulièrement intéressant pour commencer. En effet, s'il existe une volonté d'influencer le vote latino-américain, celle-ci devrait être particulièrement évidente pour l'Haïti, ancienne colonie française avec laquelle elle maintient une relation particulièrement importante et l'un des principaux récepteurs d'aide humanitaire française au monde. Dès lors, la France ne devrait pas rencontrer trop de difficulté à faire rallier l'Haïti à sa position sur le sujet en question, et donc la convergence de vote France-Haïti devrait être particulièrement importante. Or, tel n'est pas vraiment le cas... En effet, on constate, d'après nos données, que la convergence de vote entre Haïti et la France au sein des Nations Unies se trouve parmi les convergences les moins importantes en Amérique Latine, étant même en-dessous de la moyenne enregistrée par la région. L'Haïti ne voterait alors comme la France, sur les 490 résolutions ici étudiées, qu'une fois sur deux (la moyenne étant alors presque 5 p.p supérieure). Il s'agirait donc d'une convergence particulièrement "volatile" qui nous conduirait à suggérer soit qu'il n'existe pas vraiment d'influence française sur l'Amérique latine. Soit la France ne trouve pas de vrai intérêt à chercher exercer une influence, n'ayant peut-être pas la considérer comme une région pouvant jouer un rôle potentiellement important dans la scène internationale sur le sujet israélien. Suivant une telle logique la France chercherait plutôt influencer sur le sujet ici seuls les pays qu'elle considère comme pouvant jouer véritablement un rôle dans la scène internationale ou du moins régionale, et avec qui elle a maintenue des relations particulièrement importantes, n'ayant plus la capacité de maintenir une politique de coopération sur l'ensemble du globe, ni même de la région latino-américaine.

Dans ce sens, il convient maintenant de tourner notre intérêt vers des pays comme le Pérou, l'Argentine, le Costa Rica et surtout le Brésil, des pays qui vont recevoir un traitement particulier dans la scène internationale de la part de la France qui soutient fortement les candidatures d'adhésion de ces quatre pays latino-américains à l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE – de laquelle le Mexique et le Chili sont déjà membres), et puis surtout plaide pour une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui élargirait le nombre de pays membres permanents pour donner ainsi entrée au Brésil à ce groupe. Il deviendrait, avec ça, naturel de penser que la France considérerait ces pays comme pouvant jouer un rôle d'ampleur à l'international vu qu'ils méritent à son avis de faire partie des groupes de pays les plus influents sur la scène internationale. Chercher exercer une influence sur ces pays et coopérer avec eux serait tout à fait stratégique pour la France et, vu l'important soutien de la part de la France envers ces pays, une convergence de vote à l'Assemblée Générale qui soit importante n'est pas du tout invraisemblable. Or, il n'en sera rien... En effet, le taux de convergence de Brésil, Pérou, Costa Rica vis-à-vis de France, se trouve, pour les trois pays, en dessous de la moyenne latino-américaine. Cela exclut ainsi la possibilité de que la France puisse chercher exercer une influence stratégique à travers ces pays. Seule la convergence de vote enregistrée pour l'Argentine pourrait être toujours considérée, de ce fait, comme faisant potentiellement partie d'une volonté française à exercer sur ce pays une influence stratégique vu qu'il s'agira du pays, qui converge le plus avec la France (313 sur les 490 résolutions étudiées). Ce constat prend d'autant plus de valeur lorsque l'on tient compte que l'Argentine fera partie de ces pays que la France considérera comme des pays à "mission prioritaire" et à "diplomatie d'influence", tout comme le Chili et la Colombie qui sont en fait deux autres pays parmi les pays latino-américains dont leur vote à l'ONU convergera de manière importante (relativement au reste des pays latino-américains) avec celui de la France (leur taux de convergence avec la France s'élevant sur les 490 résolutions que nous avons considéré à 61,63% et 60,20% respectivement). Ainsi, devient aussi intéressant le cas du Mexique qui ne sera plus considéré comme pays "à diplomatie d'influence" tout simplement, mais comme "pays émergent à enjeux globaux" avec le Brésil, ce qui montrerait que le Mexique serait un pays qui intéresse particulièrement la France. Ainsi, le Mexique est, après l'Argentine et la Colombie, le pays d'Amérique latine dont vote converge le plus avec le vote français (taux de convergence égal à 60,61%), ce que

d'une certaine manière renforcerait notre idée que la France ne cherche finalement influencer que l'opinion sur le sujet qui nous intéresse ici (l'Israël) de ces pays qu'elle considère comme pouvant être potentiellement stratégiques. Or, dans ce sens, il devient davantage troublant le cas du Brésil. En effet, proposé pour qu'il fasse partie des membres permanents du Conseil de sécurité et considéré avec le Mexique comme l'un des seuls "pays émergents à enjeux globaux" en Amérique latine, la convergence effective de son vote à l'Assemblée générale des Nations Unies vis-à-vis de celui de la France serait inférieur à comment elle serait supposée l'être, nous conduisant ainsi à nuancer l'idée qu'on a jusqu'ici développée. Le Brésil, ayant parvenu à être considéré sur la scène internationale comme un pays émergent pouvant potentiellement jouer un rôle majeur, ne se serait-il pas résolu d'achever son émancipation de toute influence extérieure et exister par lui-même ? Pourquoi ne pas considérer que le Mexique (et même la Colombie, l'Argentine et le Chili) a cherché faire de même, et qu'ainsi l'importante convergence de vote que l'on a constaté précédemment vis-à-vis de la France ne saurait finalement s'expliquer que par de la pure « coïncidence » ou par des valeurs qu'il partagerait avec la France ? N'est-ce pas en fait sur quoi est basée après toute la politique étrangère française, notamment en Amérique latine, sur une histoire et des valeurs partagées ? Ces idées, si vérifiées, limiteraient toute possibilité qu'il existe une volonté de la part de la France d'exercer une influence sur les pays latino-américains afin de les rallier à sa position sur l'Israël. Et une forme de vérifier cela serait à partir d'une observation de l'homogénéité de la convergence de vote qu'on analyse ici entre des pays latino-américains et la France sur l'ensemble des résolutions séparées en groupes selon leur contenu.

Dans ce sens, en partant du supposé qu'il existe une véritable influence française sur les pays latino-américains quant à leur position sur la question israélienne, celle-ci devrait être apparente partout, quel qu'il soit le sujet de la résolution tant qu'il soit relatif à la question israélienne. La convergence de vote vis-à-vis de la France sur les 490 résolutions étudiées ici devrait donc être homogène sur les 6 sujets, que nous avons construits dans le cadre de notre analyse du sujet, pour tous pays éventuellement sous influence française. Ainsi, si on considère que le Mexique a été influencé par la France dans son vote sur les résolutions portant sur l'Israël, le taux de convergence devrait être à peu près au même niveau sur les 6 sujets. Or, nous constatons que sur les résolutions ayant à voir avec la non-prolifération d'armes nucléaire (24), le Mexique aura plutôt tendance à voter différemment de la France, ne votant de la même manière que celle-ci qu'une fois sur trois. De telle sorte, que l'on serait conduits à nuancer l'idée d'une possible influence française sur le Mexique pour expliquer le taux de convergence de vote entre les deux pays aux Nations Unies. Mais avant, de jeter de côté cette idée, voyons vite les cas de la Colombie et l'Argentine, les deux pays enregistrant le taux de convergence plus important vis-à-vis de la France. En effet, ces deux pays considérés par la France comme des pays à « diplomatie d'influence » ont plutôt tendance à voter comme la France sur tous les 6 sujets que l'on a distingué dans notre analyse. Dans aucun cas, ces deux pays ont eu plutôt tendance à voter de façon différente à la France. Cela étant dit, ces cas deviennent troublants à partir du moment qu'on commence à comparer le taux de convergence pour chaque sujet, et ainsi constater qu'il n'y a aucune homogénéité évidente quant à niveau de convergence. En effet, la convergence de vote de la Colombie avec la France, sur les 6 sujets que nous avons choisis, va osciller 56,9% et 82,6%, alors que pour l'Argentine elle le fera entre 54,3% et 92%.

Ces constats nous conduisent à nuancer l'influence, qui nous avons pensé pouvait exister. S'il existait il serait sûrement mis en évidence par l'homogénéité de convergence de votes sur les différents sujets, ce qui n'est pas le cas ni pour la Colombie, ni pour l'Argentine ni en effet pour aucun des pays latino-américains. Les écarts entre les convergences sur les différents thèmes sont beaucoup trop grands, pour qu'on puisse penser qu'il y avait une importante influence de la part de la France. Ces questions nous mènent encore une fois au doute, si véritablement, la France cherche à devenir un acteur majeur dans ce sujet, qui peut influencer la géopolitique et qui cherche à avoir les supporteurs de sa cause.

Nous supposons ainsi qu'un acteur majeur devrait avoir une position claire ou bien tranchée, c'est-à-dire à s'exprimer en faveur ou en défaveur des résolutions et cela tout le temps et ainsi assez homogènement. Or, la France ne se comporte comme cela. Elle pratique assez souvent sur le sujet d'Israël le vote d'abstention, précisément dans 30% des cas et s'oppose aux résolutions dans 9% des cas. Cela donc ne correspond pas à nos attentes. Afin, la pratique de l'abstention peut être considérée

comme une stratégie diplomatique. A la fois, Israël et France sont liés par les relations diplomatiques, déjà depuis la création de l'état hébreu et les deux pays semblent de vouloir les préserver (surtout Israël, pour lequel le support des puissances mondiales occidentales est essentiel depuis sa genèse). De l'autre côté, France est aussi depuis longtemps supporteur de la Palestine et assure d'avoir des bonnes relations avec le monde arabe. C'est pour cela qu'elle n'est peut-être pas d'accord, avec tous les décisions et actions de l'Israël, mais elle refuse de se prononcer contrairement à l'Israël et d'exacerber des relations avec celui-ci. Elle protège donc ses propres intérêts, qu'elle a en relation avec Israël, mais aussi en relation avec le monde arabe, justement par l'abstention de vote. La question qui se révèle donc, est si par cette stratégie la France peut influencer l'Amérique latine et est-ce qu'elle veut véritablement en faire ? Il semble plutôt que cette stratégie n'assure que sa propre position sans vouloir véritablement chercher à influencer les pays latino-américains. En allant plus loin, on pourrait suggérer que cela est une forme de stratégie géopolitique aussi. La "non-influence" assure que les pays latino-américains n'accèdent pas aux positions, qui pourraient être décisive dans ce sujet. Mais en vrai dire, cela est très peu probable. Il semble plutôt que les pays latino-américains ne peuvent pas vraiment intervenir et causer une « révolution » dans ce sujet géopolitique.

Conclusion

Après avoir examiné la convergence de vote entre la France et l'Amérique latine sur le sujet d'Israël, nous avons empiriquement prouvé que cette convergence existe véritablement et son taux est assez important, notamment en comparaison avec les États-Unis, puissance que selon nos prénotions pourrait converger davantage avec Amérique latine. Nous avons ainsi prouvé que même si la convergence franco – latino – américaine est globalement importante, elle est marquée par des grands écarts entre les pays latino-américains. De plus, en se concentrant sur les différents thématiques qui concernent Israël, nous avons découvert, qu'elle n'est pas homogène – ni sur l'aspect de l'échelle des taux, qui est différente d'un thématique à l'autre, ni sur l'aspect de la convergence avec les mêmes pays dans les différents thématiques. En effet, nous avons pu constater qu'il n'existe même pas un vote latino-américain, car les pays différencient beaucoup l'un de l'autre et ne convergent pas de tous de la même manière avec la France.

Par ailleurs, nous avons formulé la présomption, que la France ne cherche pas véritablement à jouer un acteur majeur, qui influencerait les autres pays, dans ce sujet. Si elle voulait en devenir, elle aurait sûrement effectué plus d'efforts à, d'abord influencé les pays avec lesquels elle est tissé par plusieurs facteurs, comme Haïti. Notre recherche empirique a réfuté cette affirmation.

Il ne se révélait non plus, que la convergence avec les pays, qui jouent un rôle plus important que la plupart des pays latino-américains sur la scène internationale, aurait été une convergence forte. Contrairement, nous avons observé que les convergences avec le Brésil ou le Costa Rica se retrouvent constamment au-dessous de la moyenne de toutes les convergences.

Finalement, nous avons prouvé que la France n'emploie pas de stratégie dans la votation sur le sujet d'Israël, qui montrerait véritablement son intention d'influencer les pays latino-américains ou quelconque pays. Elle pratique assez souvent l'abstention de vote, ce qui peut sembler être une stratégie diplomatique propre à elle, pour garder à la fois des bonnes relations avec l'Israël et à la fois avec le monde arabe. Nous avons ainsi exprimé la supposition que la possible non – influence sur les pays latino-américains, peut-être une forme de stratégie, qui leur empêche l'accès à une position décisive dans ce sujet, car en effet, « on ne pourrait pas laisser la décision finale à d'autres pays, que les puissances mondiales. »

Références

- Alain Dieckhoff, *L'État d'Israël*. Edition Fayard. Paris, 2008.
- Baeza Cecilia, “La diaspora palestinienne et les politiques latino-américaines vis-à-vis du conflit israélo-palestinien”, *Outre-Terre*, 2015/2 (N° 43), p. 351-353. DOI : 10.3917/oute1.043.0351.
URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2015-2.htm-page-351.htm>
- Israel Ministry of Foreign Affairs, “Israël parmi les nations : Amérique latine”, 2008. URL: <http://www.mfa.gov.il/mfa/mfafr/realites%20israel/parmi%20les%20nations/pages/israel%20parmi%20les%20nations-%20amerique%20latine.aspx>
- Jacques Lemieux, “Le rôle d’Israël en Amérique centrale”, Octobre 1984.
URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/1984/10/LEMIEUX/38222>
- Mediapart, “Israël : La création d’Israël par l’ONU”, 2011.
URL : <https://blogs.mediapart.fr/xfavier/blog/140111/israel-la-creation-disrael-par-lonu-0>
- Magali Marc, “La relation entre Israël et l’Amérique latine”, 2017.
URL : <https://www.dreuz.info/2017/09/14/la-relation-entre-israel-et-lamerique-latine/>
- Valentin Graff, “ Dans le sillage de Trump, une partie de l’Amérique latine se tourne vers Israël”, 2018.
URL:<https://www.france24.com/fr/20180516-israel-liens-amerique-latine-guatemala-paraguay-ambassade-jerusalem-argentine>
- L’histoire diplomatique secrète entre la France et Israël de 1948 à 2018.
URL:<https://nos-medias.fr/video/l-histoire-diplomatique-secrete-entre-la-france-et-israel-de-1948-2018>
- Site de France Diplomatie :
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/processus-de-paix/article/israel-palestine-9-cles-pour-comprendre-la-position-de-la-france>
- Prager Dennis, « Pourquoi l’Amérique soutient Israël », *Outre-Terre*, 2003/4 (no 5), p. 53-54.
DOI : 10.3917/oute.005.0053.
URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2003-4.htm-page-53.htm>
- Anne-Lucie Chaigne-Oudin, *Histoire des relations israélo-américaines*, 2010.
URL : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Histoire-des-relations-israelo.html>
- “Trump reconnaît Jérusalem comme capitale d’Israël, une décision historique et unilatérale”, *Le Monde*, 2017.
[URL:https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/06/statut-de-jerusalem-trump-juge-qu-une-decision-aurait-du-etre-prise-depuis-longtemps_5225798_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/12/06/statut-de-jerusalem-trump-juge-qu-une-decision-aurait-du-etre-prise-depuis-longtemps_5225798_3218.html)

Annexe:

Convergence de votes sur le sujet d'Israël, fichier MO Excel, tableaux créées en utilisant la base des données de Harvard Dataverse: Voeten, Erik;Strezhnev, Anton;Bailey, Michael, 2009, "United Nations General Assembly Voting Data", <https://hdl.handle.net/1902.1/12379>, Harvard Dataverse, V18, UNF:6:xkt0YWtoBCThQeTJWAuLfg== [fileUNF]

Convergence de votes sur le sujet d'Israël

Convergence de vote de France et AL				
PAYS	VOTES TOTAL	VOTES CONVERGÉS	POURCENTAGE	CLASSEMENT
Argentine	490	313	63,88%	1
Colombie	490	302	61,63%	2
Mexique	490	297	60,61%	3
Chili	490	295	60,20%	4
Uruguay	490	295	60,20%	4
Guyana	477	280	58,70%	5
Bolivie	490	284	57,96%	6
Equateur	490	284	57,96%	6
Venezuela	490	282	57,55%	7
Cuba	490	279	56,94%	8
Paraguay	490	271	55,31%	9
Brésil	490	268	54,69%	10
Honduras	490	266	54,29%	11
Guatemala	490	260	53,06%	12
Costa Rica	490	257	52,45%	13
Peru	490	254	51,84%	14
Surinam	447	230	51,45%	15
Nicaragua	490	251	51,22%	16
Haiti	490	245	50,00%	17
El Salvador	490	240	48,98%	18
Belize	386	184	47,67%	19
Panamá	490	230	46,94%	20
République dor	490	225	45,92%	21

Convergence de vote des États-Unis et AL				
PAYS	VOTES TOTAL	VOTES CONVERGÉS	POURCENTAGE	CLASSEMENT
Costa Rica	490	77	15,71%	1
Haiti	490	74	15,10%	2
El Salvador	490	60	12,24%	3
Uruguay	490	59	12,04%	4
Nicaragua	490	58	11,84%	5
République do	490	57	11,63%	6
Guatemala	490	54	11,02%	7
Panamá	490	54	11,02%	7
Brésil	490	46	9,39%	8
Paraguay	490	46	9,39%	8
Bolivie	490	45	9,18%	9
Honduras	490	45	9,18%	9
Argentine	490	43	8,78%	10
Chili	490	43	8,78%	10
Equateur	490	42	8,57%	11
Peru	490	42	8,57%	11
Venezuela	490	42	8,57%	11
Colombie	490	40	8,16%	11
Mexique	490	35	7,14%	12
Guyana	477	32	6,71%	13
Cuba	490	28	5,71%	14
Surinam	447	19	4,25%	15
Belize	386	10	2,59%	16

Convergence de la France et des pays d'AL sur différents sujets

Non prolifération des armes nucléaires

Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Chili	24	22	91,7%	1
Honduras	24	20	83,3%	2
Paraguay	24	19	79,2%	3
Haiti	24	18	75,0%	4
Panamá	24	18	75,0%	4
République d	24	18	75,0%	4
Uruguay	24	18	75,0%	4
Bolivie	24	16	66,7%	5
Colombie	24	16	66,7%	5
Costa Rica	24	16	66,7%	5
El Salvador	24	16	66,7%	5
Argentine	24	15	62,5%	6
Equateur	24	15	62,5%	6
Guatemala	24	15	62,5%	6
Belize	22	12	54,5%	7
Peru	24	11	45,8%	8
Brésil	24	10	41,7%	9
Guyana	24	10	41,7%	9
Surinam	24	9	37,5%	10
Mexique	24	8	33,3%	12
Venezuela	24	8	33,3%	12
Cuba	24	7	29,2%	11
Nicaragua	24	7	29,2%	11

Le status de Jérusalem

Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Brésil	24	22	92%	1
Equateur	24	22	92%	1
Guyana	24	22	92%	1
Chili	24	22	92%	1
Mexique	24	22	92%	1
Peru	24	22	92%	1
Venezuela	24	22	92%	1
Argentine	24	22	92%	1
Paraguay	24	21	88%	2
Cuba	24	21	88%	2
Uruguay	24	20	83%	3
Colombie	24	20	83%	3
Panamá	24	20	83%	3
Bolivie	24	19	79%	4
Nicaragua	24	17	71%	5
Honduras	24	16	67%	6
Surinam	24	16	67%	6
Guatemala	24	14	58%	7
Haiti	24	13	54%	8
Belize	22	11	50%	9
République d	24	11	46%	10
Costa Rica	24	5	21%	11
El Salvador	24	5	21%	11

Les territoires occupés Liban, Syrie et autres (sauf Palestine)

Pays	N de réso	Votes con	Pourcentage	Classement
Brésil	51	36	70,6%	1
Paraguay	51	35	68,6%	2
Peru	51	34	66,7%	3
Uruguay	51	34	66,7%	3
Mexique	51	32	62,7%	4
Venezuela	51	32	62,7%	4
Argentine	51	29	56,9%	5
Bolivie	51	29	56,9%	5
Colombie	51	29	56,9%	5
Haiti	51	29	56,9%	5
Honduras	51	29	56,9%	5
Chili	51	29	56,9%	5
Equateur	51	28	54,9%	6
Panamá	51	27	52,9%	7
Surinam	46	24	52,2%	8
Nicaragua	51	26	51,0%	9
Guyana	51	26	51,0%	9
Cuba	51	25	49,0%	10
Costa Rica	51	23	45,1%	11
Guatemala	51	23	45,1%	11
Belize	43	19	44,2%	12
El Salvador	51	21	41,2%	13
République d	51	18	35,3%	14

Refugiés				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcentage	Classement
Argentine	54	42	77,8%	1
Cuba	54	40	74,1%	2
Guyana	54	40	74,1%	2
Mexique	54	40	74,1%	2
Brésil	54	39	72,2%	3
Peru	54	39	72,2%	3
Chili	54	38	70,4%	4
Bolivie	54	37	68,5%	5
Equateur	54	37	68,5%	5
Paraguay	54	37	68,5%	5
Venezuela	54	37	68,5%	5
Colombie	54	35	64,8%	6
Honduras	54	35	64,8%	6
Uruguay	54	35	64,8%	6
Surinam	53	34	64,2%	7
Panamá	54	34	63,0%	8
Belize	42	25	59,5%	9
Costa Rica	54	32	59,3%	9
El Salvador	54	32	59,3%	9
Nicaragua	54	32	59,3%	9
Haiti	54	30	55,6%	10
Guatemala	54	28	51,9%	11
République d	54	23	42,6%	12

Les droits humains				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Colombie	46	38	82,6%	1
Mexique	46	34	73,9%	2
Paraguay	46	34	73,9%	2
Uruguay	46	34	73,9%	2
Argentine	46	32	69,6%	3
Equateur	46	32	69,6%	3
Guatemala	46	32	69,6%	3
Peru	46	32	69,6%	3
Venezuela	46	30	65,2%	4
Costa Rica	46	28	60,9%	5
Honduras	46	28	60,9%	5
Brésil	46	26	56,5%	6
République dor	46	26	56,5%	6
El Salvador	46	24	52,2%	7
Belize	30	15	50,0%	8
Guyana	46	23	50,0%	8
Bolivie	46	22	47,8%	9
Chili	46	22	47,8%	9
Cuba	46	20	43,5%	10
Surinam	37	16	43,2%	11
Panamá	46	19	41,3%	12
Haiti	46	18	39,1%	13
Nicaragua	46	17	37,0%	14

Question de Palestine				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Guatemala	35	28	80,0%	1
Peru	35	26	74,3%	2
Colombie	35	25	71,4%	3
El Salvador	35	24	68,6%	4
Costa Rica	35	22	62,9%	5
Nicaragua	35	22	62,9%	5
République d	35	22	62,9%	5
Uruguay	35	22	62,9%	5
Venezuela	35	22	62,9%	5
Bolivie	35	20	57,1%	6
Brésil	35	20	57,1%	6
Equateur	35	20	57,1%	6
Panamá	35	20	57,1%	6
Paraguay	35	20	57,1%	6
Argentine	35	19	54,3%	7
Cuba	35	19	54,3%	7
Chili	35	19	54,3%	7
Mexique	35	18	51,4%	8
Guyana	34	16	47,1%	9
Surinam	34	16	47,1%	9
Haiti	35	16	45,7%	10
Belize	33	15	45,5%	10
Honduras	35	14	40,0%	11

Convergence des États-Unis et des pays d'AL sur différents sujets

Non prolifération des armes nucléaires, convergence, E - U				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Guatemala	24	1	4,2%	1
Haiti	24	1	4,2%	1
Uruguay	24	1	4,2%	1
Argentine	24	0	0,0%	2
Belize	22	0	0,0%	2
Bolivie	24	0	0,0%	2
Brésil	24	0	0,0%	2
Colombie	24	0	0,0%	2
Costa Rica	24	0	0,0%	2
Cuba	24	0	0,0%	2
El Salvador	24	0	0,0%	2
Equateur	24	0	0,0%	2
Guyana	24	0	0,0%	2
Honduras	24	0	0,0%	2
Chili	24	0	0,0%	2
Mexique	24	0	0,0%	2
Nicaragua	24	0	0,0%	2
Panamá	24	0	0,0%	2
Paraguay	24	0	0,0%	2
Peru	24	0	0,0%	2
République dom.	24	0	0,0%	2
Surinam	24	0	0,0%	2
Venezuela	24	0	0,0%	2

Le status de Jérusalem				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Costa Rica	24	6	25,0%	1
Honduras	24	4	16,7%	2
Guatemala	24	3	12,5%	3
Bolivie	24	2	8,3%	4
Haiti	24	2	8,3%	4
Nicaragua	24	2	8,3%	4
République d	24	2	8,3%	4
Uruguay	24	2	8,3%	4
Colombie	24	2	8,3%	4
El Salvador	24	1	4,2%	5
Paraguay	24	1	4,2%	5
Argentine	24	0	0,0%	6
Belize	22	0	0,0%	6
Brésil	24	0	0,0%	6
Cuba	24	0	0,0%	6
Equateur	24	0	0,0%	6
Guyana	24	0	0,0%	6
Chili	24	0	0,0%	6
Mexique	24	0	0,0%	6
Panamá	24	0	0,0%	6
Peru	24	0	0,0%	6
Surinam	24	0	0,0%	6
Venezuela	24	0	0,0%	6

Les territoires occupés, Liban, Syrie et autres (sauf Palestine)				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcent	Classement
Costa Rica	51	6	11,8%	1
Honduras	51	4	7,8%	2
Guatemala	51	3	5,9%	3
Colombie	51	2	3,9%	4
Haiti	51	2	3,9%	4
Nicaragua	51	2	3,9%	4
République d	51	2	3,9%	4
Uruguay	51	2	3,9%	4
El Salvador	51	1	2,0%	5
Paraguay	51	1	2,0%	5
Argentine	51	0	0,0%	6
Belize	43	0	0,0%	6
Bolivie	51	0	0,0%	6
Brésil	51	0	0,0%	6
Cuba	51	0	0,0%	6
Equateur	51	0	0,0%	6
Guyana	51	0	0,0%	6
Chili	51	0	0,0%	6
Mexique	51	0	0,0%	6
Panamá	51	0	0,0%	6
Peru	51	0	0,0%	6
Surinam	46	0	0,0%	6
Venezuela	51	0	0,0%	6

Refugiés				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcent	Classement
Cuba	54	4	7,4%	1
Argentine	54	3	5,6%	2
Colombie	54	3	5,6%	2
El Salvador	54	3	5,6%	2
Guyana	54	3	5,6%	2
Mexique	54	3	5,6%	2
Surinam	53	2	3,8%	3
Brésil	54	2	3,7%	4
Costa Rica	54	2	3,7%	4
Guatemala	54	2	3,7%	4
Honduras	54	2	3,7%	4
Chili	54	2	3,7%	4
Nicaragua	54	2	3,7%	4
Peru	54	2	3,7%	4
Venezuela	54	2	3,7%	4
Bolivie	54	1	1,9%	5
Equateur	54	1	1,9%	5
Haiti	54	1	1,9%	5
Panamá	54	1	1,9%	5
Paraguay	54	1	1,9%	5
République d	54	1	1,9%	5
Uruguay	54	1	1,9%	5
Belize	42	0	0,0%	6

Les droits humains				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Panamá	46	16	34,8%	1
Costa Rica	46	13	28,3%	2
Nicaragua	46	10	21,7%	3
El Salvador	46	8	17,4%	4
Uruguay	46	8	17,4%	4
Equateur	46	7	15,2%	5
Guatemala	46	7	15,2%	5
Haiti	46	7	15,2%	5
Paraguay	46	7	15,2%	5
Bolivie	46	6	13,0%	6
Peru	46	6	13,0%	6
Venezuela	46	6	13,0%	6
Argentine	46	5	10,9%	7
Brésil	46	5	10,9%	7
Colombie	46	5	10,9%	7
République dor	46	5	10,9%	7
Guyana	46	4	8,7%	8
Honduras	46	4	8,7%	8
Chili	46	4	8,7%	8
Mexique	46	4	8,7%	8
Cuba	46	3	6,5%	9
Surinam	37	1	2,7%	10
Belize	30	0	0,0%	11

Question de Palestine				
Pays	N de réso	Votes con	Pourcenta	Classement
Costa Rica	35	8	22,9%	1
El Salvador	35	6	17,1%	2
Bolivie	35	4	11,4%	3
Brésil	35	4	11,4%	3
Equateur	35	4	11,4%	3
Guatemala	35	4	11,4%	3
Nicaragua	35	4	11,4%	3
Panamá	35	4	11,4%	3
Paraguay	35	4	11,4%	3
Peru	35	4	11,4%	3
République de	35	4	11,4%	3
Uruguay	35	4	11,4%	3
Venezuela	35	4	11,4%	3
Argentine	35	3	8,6%	4
Colombie	35	3	8,6%	4
Cuba	35	3	8,6%	4
Honduras	35	3	8,6%	4
Chili	35	3	8,6%	4
Mexique	35	3	8,6%	4
Haiti	35	1	2,9%	5
Belize	33	0	0,0%	6
Guyana	34	0	0,0%	6
Surinam	34	0	0,0%	6